

Pouvoir d'emprunt

Je vois que le ministre de l'Agriculture est parmi nous ce soir. Nous ne le voyons pas souvent ces temps-ci, mais je sais qu'il a beaucoup voyagé. Je me suis tenu au courant de ses pérégrinations à travers le pays et j'ai lu la plupart de ses discours. Un député a parlé plus tôt de pénitence en racontant que son fils avait été obligé d'écouter le ministre faire un discours. J'hésite à faire le même commentaire au sujet des discours du ministre, mais je les ai lus pour la plupart.

Je suis très inquiet de ce qui arrive au projet de loi sur les importations de viande. Les malheurs des producteurs canadiens de viande de bœuf ont commencé en 1976 quand l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont expédié des quantités considérables de bœuf au Canada. Les éleveurs bovins de tout le pays réclament depuis longtemps une loi pour régir les importations de bœuf. Le bill a finalement été présenté avant Noël, mais il s'applique à d'autres viandes que le bœuf. Nous nous réjouissons que ce bill ait été présenté, mais il n'en a plus été question récemment.

Le ministre sait très bien quelle évolution le prix du bétail a subie depuis le début de l'année. Le prix du bétail sur pied est tombé de 10c. la livre. C'est à ce temps-ci de l'année que les éleveurs décident combien de génisses ils vont accoupler, quelle va être la taille de leur troupeau à l'été et combien de veaux ils auront par conséquent dans un an. Cela détermine quelle quantité de bœuf pourra être vendue aux consommateurs canadiens dans deux ans. C'est donc une période de l'année très importante pour les éleveurs. Ils doivent décider quelle quantité de bétail ils doivent garder et combien de génisses ils devront accoupler pour l'année qui vient. Il semble que cette loi sur l'importation de viandes n'intéresse aucunement le ministre.

Il est honteux que le comité permanent de l'agriculture ne se soit pas encore réuni cette année. Cet après-midi, j'ai justement proposé une motion en vertu de l'article 43 du Règlement pour protester contre cet état de chose. Le comité de l'agriculture est extrêmement compétent, c'est l'un des comités les moins sectaires de la Chambre. Il s'intéresse réellement à l'agriculture au Canada, mais actuellement il ne fait rien.

Si le bill était renvoyé au comité, celui-ci l'étudierait immédiatement et l'adopterait assez rapidement, mais pour une raison ou pour une autre, le ministre ne semble pas disposé à demander au leader parlementaire d'en saisir le comité.

Le prix du bétail sur pied a baissé surtout à cause des importations américaines. Mais il s'agit là d'une tout autre question à laquelle j'espère revenir plus tard. En effet, c'est surtout à cause de cette entrée massive d'animaux de boucherie en provenance des États-Unis que le prix du bœuf est tombé. Le prix des grains de provende a augmenté, ce qui, je crois, est bon signe pour le secteur agricole en général. Les taux d'intérêt sont très élevés et cela est l'un des principaux facteurs qui entrent dans le coût de l'animal débité, il est même plus important que le coût de l'élevage comme tel. Le secteur de l'élevage dans l'Ouest serait beaucoup plus stable et sûr si le gouvernement s'en préoccupait et si une loi sur l'importation des viandes était présentée et adoptée à la Chambre. Certes, cela ne réglerait pas tous les problèmes du secteur mais aiderait grandement à assurer une certaine stabilité à

l'élevage bovin. J'exhorte donc le gouvernement à envisager sérieusement le renvoi du bill au comité dans les plus brefs délais.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, le comité n'a pas siégé depuis Noël. Je pense que c'est déplorable. C'est un très bon comité, mais il n'a rien à faire pendant que des bills importants restent sur les tablettes.

Des choses comme celles-là nous inquiètent, lorsqu'on nous demande notre avis sur les projets de dépenses du gouvernement. Cette mesure sur le pouvoir d'emprunt ne tient pas compte, pas plus qu'elle n'y répond d'ailleurs, des questions sérieuses que se posent les députés au sujet de ce que le gouvernement entend faire de cet argent.

Cet après-midi, le député de Crowfoot (M. Malone) a parlé en termes éloquents de la dette que devons supporter les nouveau-nés dès le moment où ils deviendront citoyens canadiens. Je n'ai pas noté les chiffres qu'il a donnés mais, sauf erreur, il a dit que chaque nouveau-né il y a cinq ans, devait contracter une dette de \$800 et qu'aujourd'hui ce fardeau est passé à environ \$2,200. C'est une situation déplorable.

Quand nous menons notre campagne pour être élus aux Communes, nous nous adressons à des gens partout au Canada. Quant à moi, les jeunes gens sont ceux à qui il me fait le plus grand plaisir de parler. Je suis certain que nous avons tous rencontré des collégiens et je sais qu'ils m'intimident plus que les assemblées de tous les candidats organisées par différents groupes des circonscriptions. Les jeunes posent des questions très sérieuses, inquisitrices, directes et simples. Ils veulent savoir ce que l'avenir leur réserve, quelles sont leurs chances de gagner leur vie, de demeurer dans la province ou la région de leur choix et de travailler dans un domaine qui les intéresse. Nous ne pouvons que les admirer à cause des questions qu'ils nous posent, mais il faut bien alors songer à la dette que le gouvernement leur impose. Leurs questions sont honnêtes et les députés doivent les poser au gouvernement. Ces facteurs me reviennent à l'esprit quand j'examine ce bill sur le pouvoir d'emprunt.

Je termine en insistant sur deux aspects. Nous savons tous que le gouvernement doit emprunter plus d'argent. Cela nous arrive à tous, que nous soyons en affaires, dans une ferme, membres d'une profession libérale.

● (2150)

De quelque façon que nous gagnions notre vie, il faut bien comprendre que lorsque nous empruntons de l'argent, nous devons nous assurer qu'il sera possible de le rembourser. De plus, les gens qui nous prêtent cet argent doivent être sûrs que nous avons les moyens de le rendre. A mon avis, le bill à l'étude ne répond pas à ces critères. Nous serions tous bien plus à l'aise si nous étions convaincus que le gouvernement, qui nous demande l'autorisation d'emprunter des sommes énormes dans les devises de divers pays du monde, comptait s'en servir pour nous préparer un avenir plus productif. Si c'était le cas, nous aurions moins de dettes à transmettre aux prochaines générations. Nous laisserions aux jeunes du pays l'occasion de gagner leur vie comme nous l'avons fait, sans cette dette massive que le gouvernement fait maintenant peser sur nos épaules.